

1. LES DIFFERENTES CIBLES DU REFERENTIEL GENERAL DE L'ECOCONCEPTION DES SERVICES NUMERIQUES

1.1 QUESTION DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques).

Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

1.2 REPONSE APPOREE

Les objectifs visés sont pertinents et correspondent bien à la vision d'AMJ GROUPE de l'écoconception des services numériques.

2. DECLARATION D'ECOCONCEPTION, CALCUL DU SCORE D'AVANCEMENT ET AUTO-EVALUATION

2.1 QUESTIONS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. **A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé (disponible au format Office Open XML ou OpenDocument) ? ***

**L'Autorité recherche des contributeurs prêts à tester le projet de référentiel de l'écoconception des services numériques. Si vous utilisez l'outil d'auto-évaluation (format Office Open XML ou OpenDocument) pour calculer votre score d'avancement et consentez à partager à l'Arcep vos résultats, vous pouvez transmettre le tableau rempli pour votre service à ecoconception@arcep.fr*

2.2 REPONSE APPOREE AU SUJET DE LA DECLARATION D'ECOCONCEPTION ET CALCUL DU SCORE

Il conviendrait de normer le format de publication de la déclaration d'écoconception afin de présenter des données factuelles, précises correspondant à des critères homogènes pour tous les acteurs du numérique.

Tel que présenté dans le document décrivant le référentiel général de l'écoconception des services numériques, la forme proposée pour la déclaration est trop floue, et les éléments qui **doivent** y figurer ne sont pas décrits avec une précision suffisante.

Concernant le calcul du score, pourquoi ne pas être reparti de la liste des 115 bonnes pratiques proposées par le collectif Green IT dont la 4^{ème} édition est sortie récemment et qui a déjà été éprouvé sur plusieurs années ?

2.3 REPONSE APPOREE AU SUJET DU TABLEAU D'AUTO-EVALUATION

L'utilisation d'un tableur pour l'auto-évaluation est une bonne idée. Ce dernier sera très certainement mis à jour régulièrement et il conviendra donc d'associer la communication du score de l'évaluation à la version utilisée de ce tableur.

3. PRIORISATION ET NIVEAU DE DIFFICULTE DE MISE EN ŒUVRE

3.1 QUESTIONS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. **Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?**

3.2 REPONSE APPOREE

Pas de remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques.

Cependant, la notion de coût de mise en œuvre manque. Le coût peut être différent de difficulté (exemple : travail simple mais répétitif ou volumineux).

Voici une synthèse de remarques relatives aux différents critères présentés en annexe :

Critères	Remarques
1.1 Le service numérique a-t-il été évalué favorablement en termes d'utilité en tenant compte de ses impacts environnementaux ?	Règle de respect du critère basée sur une estimation subjective
1.2 Le service numérique a-t-il défini ses cibles utilisatrices, les besoins métiers et les attentes réelles des utilisateurs cibles ?	Règle de respect du critère basée sur une estimation subjective
1.3 Le service numérique a-t-il défini la liste des profils de matériels que les utilisateurs vont pouvoir employer pour y accéder ?	Le respect du critère n'est pas lié au fait de pouvoir faire fonctionner le service sur du matériel existant mais sur une définition du matériel cible. Cela ne va pas dans le sens de l'incitation à l'écoconception, mais simplement à l'incitation de déclaration. Cela ne devrait pas être un critère mais une obligation de déclaration.
1.4 Le service numérique est-il utilisable sur d'anciens modèles de terminaux ?	Comment faire la liste de tous les équipements anciens sur lesquels fonctionne le service ? Comment proposer aux acteurs souhaitant tester ce critère, des plateformes opérationnelles sur lesquelles faire les tests ?
1.5 Le service numérique est-il utilisable sur d'anciennes versions du systèmes d'exploitation et navigateurs web ?	Pourquoi ne pas limiter les tests aux dernières versions des systèmes d'exploitation qui sont opérationnels sur des matériels de plus de 5 ans ? Il est préférable d'inciter les utilisateurs à mettre à jour leur système

	d'exploitation dans la mesure où ce dernier reste compatible avec leur matériel.
1.6 Le service numérique s'adapte-t-il à différents types de terminaux d'affichage ?	Il serait bon de préciser également une hauteur d'écran en complément de la largeur de 1200 pixels proposée.
1.7 Le service numérique a-t-il été conçu avec des technologies standard interopérables plutôt que des technologies spécifiques et fermées ?	"Jusqu'à présent, encore peu d'applications natives fonctionnent sur des équipements au-delà de 7 ans" Sur quelles sources s'appuie cette affirmation ?
1.8 Le service numérique a-t-il au moins un référent identifié en écoconception numérique ?	La règle est respectée s'il existe une simple déclaration d'un contact. Cela semble "léger" comme validation. Il serait préférable de devoir citer un contact disposant d'une certification en éco-conception et qui s'engage à avoir contrôlé le service numérique d'un point de vue éco-conception.
1.9 Le service numérique a-t-il identifié des indicateurs pour mesurer ses impacts environnementaux ?	Il serait intéressant de devoir s'appuyer sur des indicateurs de référence clairement détaillés dans le référentiel et de déclarer que le service numérique a un score supérieur ou égal à un minima attendu, pour valider le respect de ce critère.
1.10 Le service numérique s'est-il fixé des objectifs en matière de réduction ou de limitation de ses propres impacts environnementaux ?	Ce critère semble très proche du précédent. N'en est-il pas une sous-partie ?
1.11 Le service numérique réalise-t-il régulièrement des revues pour s'assurer du respect de sa démarche d'écoconception ?	Il faudrait définir des règles précises concernant la périodicité et l'étendu des revues à effectuer. Le critère serait atteint si ces points sont respectés (au lieu d'une simple déclaration).
2.3 Le service numérique impose-t-il à ses fournisseurs de garantir une démarche de réduction de leurs impacts environnementaux ?	Dans le cadre de composants logiciels tiers intégrés à un service numérique, il semble très compliqué de pouvoir récupérer les caractéristiques environnementales du fournisseur, notamment dans le cadre de l'utilisation de composants open source produits par une multitude d'acteurs.
2.4 Le service numérique a-t-il pris en compte les impacts environnementaux des composants d'interface prêts à l'emploi utilisés ?	Le respect du critère ne garantit pas que la solution la plus écoresponsable ait été choisie. Il serait préférable de valider son obtention par l'utilisation de composants d'interface qui sont reconnus comme ayant été conçu de manière écoresponsable.
2.5. Le service numérique a-t-il pris en compte les impacts environnementaux des services tiers utilisés lors de leur sélection ?	De manière concrète, comment récupérer les informations de vérification mentionnées auprès de services tiers qui ne suivent pas eux-mêmes ce référentiel d'écoconception ?

2.6. Le service numérique évite-t-il lorsque cela est possible d'avoir recours à des briques technologiques énergivores et consommatrices en ressources ?	Il n'y a pas d'engagement chiffré associé à ce critère. Il est donc fortement subjectif et peut être abusivement déclaré comme respecté dans le cas d'une auto-évaluation.
3.2 Le service numérique fonctionne-t-il sur une architecture pouvant adapter la quantité de ressources utilisées en fonction de la consommation du service ?	Une autre approche de mise en œuvre pourrait être de déterminer la quantité de ressources minimale nécessaire au bon fonctionnement du service numérique, en partant d'un environnement disposant de ressources insuffisantes et en augmentant progressivement ces dernières jusqu'à un fonctionnement opérationnel du service.
3.4 Le service numérique utilise-t-il un protocole d'échange adapté aux contenus transférés ?	Il serait bon de disposer d'une base sourcée permettant de connaître les incidences des différents protocoles en matière d'écoconception (métriques constatées selon les cas d'usage).
3.8 Le service numérique désactive-t-il les environnements de développement sur les plages horaires où il est inutilisé ?	Ce critère semble externe au service numérique. Il s'agit d'une préconisation qui peut être proposée dans le cadre de l'exploitation du service numérique mais ce dernier n'a que très rarement un moyen direct de mettre à œuvre ce critère.
4.10 Le service numérique limite-t-il la taille des polices de caractères téléchargées ?	Il conviendrait de modifier la formulation de la question et notamment l'emploi du mot "taille" qui associé à une police peut faire penser à la taille de la fonte utilisée. Le mot quantité serait plus approprié.
4.13 Le service numérique vérifie-t-il les saisies et les formats de données obligatoires à la soumission d'un formulaire sans requête serveur lorsque c'est possible ?	Ce critère pourrait être regroupé avec le critère 4.12 précédent.
4.18 Le service numérique permet-il à l'utilisateur de contrôler les notifications qu'il reçoit ?	Ce critère pourrait être regroupé avec le critère 4.17 précédent.
4.19 Le service numérique fournit-il à l'utilisateur un moyen de contrôle sur ses contenus et ses services afin de réduire les impacts environnementaux ?	Le périmètre de ce critère est vaste et semble regrouper différents critères vus précédemment. Est-il donc pertinent ?
5.1 Le service numérique utilise-t-il un format de fichier adapté au contenu et au contexte de visualisation de chaque image ?	Des versions de navigateurs fonctionnant sur des systèmes d'exploitation plus anciens n'acceptent pas les types de format proposés. Cela va donc à l'encontre de certains critères précédents (1.5 par exemple).
5.2 Le service numérique propose-t-il des images dont le niveau de compression est adapté au contenu et au contexte de visualisation ?	Comment évaluer ce critère. Il n'y a pas de règle factuelle indiquée pour le valider ou non.

5.4 Le service numérique propose-t-il des vidéos dont le mode de compression est efficace et adapté au contenu et au contexte de visualisation ?	Ce critère ne peut-il pas être regroupé avec le critère 5.3 ?
5.6 Le service numérique propose-t-il des contenus audios dont le mode de compression est adapté au contenu et au contexte d'écoute ?	Ce critère ne peut-il pas être regroupé avec le critère 5.5 ?
5.8 Le service numérique propose-t-il des documents dont le niveau de compression est adapté au contenu et au contexte d'utilisation ?	Ce critère ne peut-il pas être regroupé avec le critère 5.7 ?
7.1 Le service numérique a-t-il recours à un système de cache serveur pour les données les plus utilisées ?	Ce critère n'est quantifiable et sa validation est donc soumise à interprétation subjective.
7.2 Le service numérique est-il configuré pour transmettre depuis le serveur des contenus compressés au client qui les accepte ?	Ce critère semble faire redondance avec le critère 6.5 (traitement du cache pour les transferts côté serveur et côté client).
7.4 Le service numérique archive-t-il ou supprime-t-il les données et documents après expiration de leur durée de conservation ?	Ce critère ne peut-il pas être regroupé avec le critère 7.3 ?
7.5 Le service numérique informe-t-il l'utilisateur d'un traitement en cours en arrière-plan ?	Ce critère ne devrait-il pas être plutôt rattaché aux critères liés au front ?
8.3 Le service numérique utilise-t-il un hébergement qui fournit une politique de gestion durable des équipements ?	Ce critère ne peut-il pas être regroupé avec le critère 8.2 ?
8.4 Le service numérique utilise-t-il un hébergement qui fournit des indicateurs d'impacts environnementaux liés à son activité ?	Ce critère ne peut-il pas être regroupé avec le critère 8.2 ?
8.5 Le service numérique utilise-t-il un hébergement dont le PUE (Power Usage Effectiveness) est minimisé ?	Ce critère ne peut-il pas être regroupé avec le critère 8.5 ?
8.13 Les calculs asynchrones nécessaires au service numérique sont-ils exécutés en minimisant leurs impacts en tenant compte de contraintes externes ?	Le niveau de difficulté indiqué (Faible) semble optimiste.

4. IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET STRATEGIE DE CAPTATION

4.1 QUESTIONS DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant. **Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?**

4.2 REPONSE APPOREE

L'analyse et le traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention sont des éléments de plus en plus importants dans la société actuelle. C'est donc une excellente initiative de mettre en avant les efforts à apporter pour minimiser les impacts des stratégies de captation de l'attention qui envahissent les supports médiatiques numériques.

Les critères proposés sont pertinents à cet égard. En complément, il serait important de leur associer une évaluation mesurable.

5. IMPACT ENVIRONNEMENTAL DE LA FABRICATION ET DE L'INITIALISATION DES SERVICES NUMERIQUES

5.1 QUESTION DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle. **Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?**

5.2 REPONSE APPOREE

Ce point est en cours d'étude au sein d'AMJ GROUPE. Nous pourrions vous adresser une synthèse lorsque cette étude sera terminée.

6. AUTRES REMARQUES

6.1 QUESTION DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Pas de remarques complémentaires à celles formulées précédemment.